



PRESIDENCIA
5 LYNDWODE ROAD,
CAMBRIDGE.
15-VII-71

99

Sr. Don
Manuel de Irujo
P A R I S

Mi apreciado amigo

Estaré en Paris desde el domingo próximo día 18 al jueves 22 en el Hôtel Cambon, 3 Rue Cambon, Telf. RICHelieu 25.29.

Como de costumbre ya vendré a verle para comentar la situación. Le agradecería mucho tuviera V. la bondad de decidir junto con el amigo Alvajar qué tarde les vendría a Vs. mejor para reunirnos. Todas las de principio de semana me van bien a mi, excepto la del jueves, pues debo tomar el tren para Perpinyà a las 8.

Entretanto le adjunto un artículo de "Express-Mediterranée" sobre las relaciones en curso entre Catalunya y el Rosselló. No hay inconveniente en reproducirlo en OPE. Le acompaño además copia de un informe reservado de Falange contra estos proyectos, en el cual encontrará V. interesante información sobre un neo-regionalismo catalán entre la burguesía que hasta ahora había sido más o menos afecta al régimen.

Ya comentaremos estos aspectos.

Con mis mejores saludos para su Lendakari y afectuosos recuerdos para V., bien cordialmente

J. Batistai Roca

Libres opinions

Une université bilingue
à Perpignan ?

Par PIERRE VERDAGUER (*)

LA jeune université perpignanaise a été libérée de la tutelle de Montpellier le 1^{er} janvier. Tout le monde ici s'en félicite parce que cela prouve que petit poisson est devenu grand — pas trop pourtant — et parce que la sujétion à l'université mère ralentissait son expansion. Et maintenant ?

Deux ans ont passé depuis que M. Paul Alduy, député, maire de Perpignan, présidant une réunion restée fameuse qui eut lieu à la salle Arago en pleine fièvre de régionalisation, fit approuver dans un grand mouvement d'espoir l'idée d'une université bilingue à Perpignan. Ce qui signifiait bien sûr une université où le catalan serait non seulement enseigné, mais employé au même titre que le français. Cette proposition surprit par sa hardiesse, il faut bien le dire, jusqu'à certains catalanistes convaincus. Les événements ont cependant prouvé et prouvent chaque jour un peu plus que l'idée d'une université bilingue à Perpignan est loin d'être utopique.

Après avoir été traqué pendant des siècles dans les écoles, le catalan faisait une entrée discrète dans l'enseignement après la guerre, en 1951, avec la loi Deixonne. Grâce à elle, les langues régionales pouvaient être enseignées — facultativement — à tous les niveaux : primaire, secondaire et supérieur. Mais la pratique s'est révélée vite très décevante : cours créés dans de mauvaises conditions, mal rétribués aux professeurs et sans intérêt au moment des examens pour les élèves. A partir de 1965, il y a une amélioration dans l'enseignement supérieur : les langues régionales obtiennent un statut de deuxième langue dans le premier cycle et peuvent faire l'objet d'un certificat de licence et d'un certificat de maîtrise. Perpignan organise aussitôt un enseignement du catalan, financé en grande partie par les collectivités locales.

Puis sont venus 1968, la régionalisation et la réforme de l'enseignement supérieur. La crise économique roussillonnaise et le sous-développement du pays ont désormais été examinés sous un angle nouveau. On a mieux apprécié les distances : Perpignan-Montpellier, Perpignan-Toulouse, Perpignan-Paris, Perpignan-Barcelone. On a dénoncé le centralisme montpelliérain, à plus d'un égard pire que le parisien, et on a découvert la grande métropole d'outre-Pyrénées et sa puissance économique. L'idée d'une ethnie catalane a refait largement surface.

Au niveau universitaire, le pendant de la régionalisation s'appelait la réforme Edgar Faure. Deux idées essentielles en émergent : la nécessité d'une implantation régionale des U.E.R. et l'apparition de l'idée de concurrence entre universités. En Roussillon, toutes les deux militent en faveur d'une université bilingue. Le catalan doit en effet permettre l'enracinement. Les jeunes, jusque-là, se désintéressaient de la langue — quand ils ne la considéraient pas comme une gêne — parce qu'ils étaient obligés de chercher du travail au nord de la Loire. A présent il semble, d'après les publications de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales et les déclarations des politiciens, que l'industrialisation souhaitée ne peut venir que de Barcelone. Or si Perpignan doit se tourner vers Barcelone pour assurer son avenir économique, la langue de relations à envisager d'ores et déjà — et à plus forte raison dans un avenir à moyen terme — ne saurait être que le catalan. Pour quiconque comprend un peu les problèmes de la péninsule ibérique, cela est une évidence.

Voilà donc que la langue « dels avis », la langue du passé que cultivaient chez nous quelques poètes nostalgiques, récupère tout d'un coup sa vraie dimension de langue de huit millions de personnes et de langue d'avenir. Perpignan peut-il tourner le dos à son avenir ? Ce serait une faute impardonnable pour sa naissante université. Surtout si on considère que, malgré telle ou telle réaction épidermique et dépassée, l'évolution profonde du pays nous mène vigoureusement de ce côté. Il y va de l'une des principales possibilités d'expansion de l'université de Perpignan. Car, d'après la réforme de l'enseignement, il faut qu'elle devienne concurrentielle. Or sur quel point peut-elle espérer rivaliser avec les universités voisines ou Paris, dans l'immédiat ? On a songé, un instant, à attirer à Perpignan, pour des raisons climatiques, la masse des étudiants des pays africains francophones. Est-ce réaliste ? Croit-on que les étudiants qui font des milliers de kilomètres pour suivre des cours en France vont renoncer à Paris à cause de quelques centaines de kilomètres en plus et de quelques degrés de température en moins ? Perpignan doit-il se contenter de drainer les étudiants les plus défavorisés des régions voisines de l'Aude ? Sa mission est-elle de délivrer, dans son cul-de-sac, à des étudiants moins fortunés des diplômes moins cotés ? Dans cette lutte pour la vie, comme l'a très bien vu Robert Lafont, Perpignan devrait donner la priorité à quelques secteurs, créer quelques instituts susceptibles de rivaliser avec ceux de n'importe quelle université française ou étrangère. Or un Institut de hautes études catalanes semble fait sur mesure. Au cœur d'un vieux pays catalan tout chargé d'histoire, avec la possibilité de pratiquer la langue dans la rue et chez l'habitant, à deux heures de Barcelone par l'autoroute, qui pourrait rivaliser avec lui ?

Perpignan pourrait rattraper un peu le retard que la France a, par exemple, sur l'Angleterre, où une quinzaine d'universités dispensent régulièrement un enseignement du catalan dans le cadre des études hispaniques. Le catalan figure également dans le programme de plusieurs universités allemandes, danoises, suédoises, italiennes, américaines, japonaises même. Etudiants et professeurs de ces pays seraient heureux de faire des séjours à Perpignan. Barcelone en accueille beaucoup tous les ans, mais pas officiellement : ils y suivent les cours de l'Institut d'estudis catalans, qui est tout juste toléré. En 1969 et en 1970 des étudiants allemands et des étudiants américains ont assisté à l'Université catalane d'été de Prades.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : si Perpignan ne joue pas la carte catalane, d'autres le feront. Les pays catalans forment un ensemble économique important, le plus important même d'Espagne, et le rapport ne peut que s'améliorer rapidement en leur faveur. Les chiffres de la population sont comparables à ceux de la Grèce et supérieurs à ceux du Danemark, de la Finlande, de la Norvège, de l'Albanie, de l'Irlande ou du Québec.

L'influence de la culture française sur la culture catalane a donné de bons fruits. (Ils auraient été meilleurs encore si cette influence n'était devenue persécution.) Les choses étant ce qu'elles sont, nous devons assumer notre double caractère mi-français mi-catalan. Cela peut d'ailleurs devenir notre chance et nous permettre de jouer pleinement un rôle de contact dont dépend en partie notre avenir. Les Catalans d'outre-Pyrénées eux aussi ont de tout temps été ouverts à la culture française. Dans l'hypothèse d'une université bilingue à Perpignan les étudiants du sud viendraient non seulement pour respirer un autre air catalan, mais aussi pour étudier ou parfaire leur français, de sorte que l'on gagnerait sur les deux tableaux. Et le jour où la situation se normalisera en Espagne — rien n'est éternel sous le soleil — ce désir des jeunes Catalans de venir s'inscrire à Perpignan continuera à jouer, plus pleinement encore sans doute, de sorte qu'il n'y a rien à craindre pour l'avenir.

(*) Enseignant, écrivain, secrétaire général du Grup Rossellonès d'Estudis Catalans.



Claude Mourric

Un atout pour Perpignan

Une vieille revendication des responsables politiques et économiques roussillonnais vient d'aboutir : M. Gilbert Carrère, préfet des Pyrénées-Orientales, a obtenu le classement de l'arrondissement de Perpignan en « zone d'adaptation industrielle ».

Les industriels qui s'installeront à Perpignan, à Pia, à Rivesaltes et à Saint-Estève pourront désormais bénéficier d'une prime d'adaptation. Des apports du Fiat et des collectivités locales pourront réduire jusqu'à 50 % le prix d'achat d'un terrain en zone industrielle.

Sur les Ramblas, les jeunes Catalans ignorent l'austérité castillane. Non loin de là, les industriels pensent au Marché commun... et à Perpignan.

LE MONDE ET LA RÉGION

Barcelone courtise Perpignan

« Pour nous, le Roussillon c'était une région de tourisme et d'agriculture. Et tout d'un coup, nous nous sommes rendu compte que c'était aussi le Marché commun. » Dans un salon climatisé, au huitième étage d'un immeuble moderne et cossu du Paseo de Gracia, un petit homme aux gestes vifs, M. Jordi Pujol, 45 ans, vice-président de la Banca Catalana, raconte sa « découverte » du Roussillon. Il ajoute dans un sourire : « Il faudra bien qu'un jour prochain nous nous installions à Perpignan. »

M. Pujol n'est pas le seul homme d'affaires de Barcelone à miser sur le Roussillon. Dans les quartiers de San Gervasio et de Bonanova, on parle souvent de Perpignan. La bourgeoisie industrielle catalane, qui s'impatiente aux portes de l'Europe, vient de prendre conscience de l'intérêt logistique du Roussillon.

Un télégramme a cristallisé cette sollicitude nouvelle : « M. Pierre Rosas sera notre chargé de mission à Barcelone. Voulez-vous le recevoir ? »

M. Adrien Marcel, président de la Chambre de commerce de Perpignan

et des Pyrénées-Orientales, envoyait ce message, le 15 octobre, à M. Andrès Ribera Rovira, 53 ans, président de la Chambre de commerce, d'industrie et de navigation de Barcelone. C'était le premier résultat concret des réflexions convergentes sur l'avenir du Roussillon, menées par MM. J.M. Batista y Roca, professeur à l'université de Cambridge, et Yves Hoffmann, secrétaire général de la Chambre de commerce de Perpignan. Ces deux hommes étaient arrivés à une conclusion commune : « Il est illusoire de compter sur des « retombées » de Fos qui n'atteindront jamais Perpignan. L'industrialisation ne peut se faire qu'à partir de Barcelone. »

Avec chaleur. L'analyse s'est révélée juste. Les hommes d'affaires barcelonais ont accueilli avec un intérêt passionné M. Rosas. Ce spécialiste des problèmes d'import-export est un acharné qui sait plaider avec conviction le rapprochement des deux provinces. Il prend des contacts, avec la complicité de M. Aurelio Rosès, chef de cabinet du président de la Chambre de commerce de Barcelone.

L'idylle des dirigeants économiques

barcelonais et perpignanais se nouera au grand jour cinq mois plus tard. Les 4 et 5 mars, 150 chefs d'entreprise barcelonais reçoivent avec chaleur, dans les somptueux salons de la Casa Lonja, la délégation roussillonnaise conduite par M. Jacques Farran, 44 ans, le nouveau président de la Chambre de commerce de Perpignan. Venu à Barcelone en sceptique, il en reviendra conquis : « Nous quittions le brouillard des idées pour entrer dans le concret. »

La rencontre de Barcelone, à laquelle assistait M. Georges Schapiro, commissaire à l'industrialisation de la façade méditerranéenne, s'était déroulée dans une atmosphère de retrouvailles catalanes : c'est en catalan que M. Ribera Rovira accueillit ses hôtes pour saluer dans le Roussillon « notre Europe la plus proche ». Et en catalan que M. Michel Ey, maire de Saint-Estève, présenta les atouts de sa ville.

La manifestation ne fut pas du goût de tout le monde. Quelques jours plus tard, un libelle d'origine phalangiste circulait à l'université : « La politique amorcée vise à s'entendre avec une Europe qui est démocratique et socia-

liste à l'encontre de l'Etat espagnol, qui ne l'est pas. La volonté de régionalisation favorise l'entente catalane avec le Roussillon français. Nous observons que tout cela entre dans un processus de désespagnolisation... » Derrière cette politique, le pamphlet voulait voir les agissements du Parti socialiste unifié de la Catalogne (Parti communiste orthodoxe), de l'Opus Dei et aussi de puissants intérêts économiques...

La carte maîtresse. La hantise de l'unité hispanique, toujours vivace dans les soutiens les plus traditionnels du régime, explique ces fantasmes. « Il y a toujours eu des dissonances évidentes entre la bourgeoisie industrielle de Barcelone catalaniste et pro-européenne et la classe dirigeante madrilène dont les assises sont beaucoup plus foncières, aristocratiques... ou militaires », observe un jeune universitaire catalan.

Ce n'est plus un mystère, aujourd'hui, que, dans les coulisses de l'Espagne franquiste, Madrid et Barcelone ont engagé, à fleurets mouchetés, une formidable lutte d'influence. Les milieux d'affaires les plus actifs veulent rejoindre le Marché commun dans les plus brefs délais. L'actuel accord préférentiel leur apparaît comme un pis-aller. Le marché intérieur se sature. Enfin, dans la perspective de la succession du général Franco, il importe de glisser insensiblement vers un ordre libéral en évitant une rupture brutale, lourde de périls révolutionnaires. La contagion européenne ne peut que favoriser une telle évolution.

La carte maîtresse de cette stratégie, c'est la puissance et le dynamisme de l'économie de la province de Barcelone, fondée sur le textile (75 % de la production espagnole), la métallurgie de transformation (60 %), l'industrie chimique (40 %), l'électronique. Alors que le revenu barcelonais par tête d'habitant était estimé, en 1970, à 1 200 dollars, le revenu du reste de l'Espagne n'était, en moyenne, que de 818 dollars.

Les rouages. Le Roussillon sera le banc d'essai de l'intégration au Marché commun. M. Pere Pi Sunyer, 57 ans, sous-directeur du service d'études de la Banque Urquijo, explique : « Il nous importe de connaître les rouages administratifs, les méthodes commerciales, les goûts des consommateurs du marché commun. Or nous pouvons le faire à trois heures d'ici, dans un pays qui est le prolongement de notre province et où l'on parle la même langue. Des ateliers de sous-traitance ou des avant-postes de commercialisation peuvent s'établir en Roussillon. Cette possibilité intéresse d'abord des moyennes entreprises de transformation. »

M. José Riba Ortinez, 63 ans, vice-président de la Chambre de commerce, l'homme fort de l'industrie cotonnière, déclare de son côté : « La Catalogne

est un pays de créativité. Des échanges intensifiés devraient favoriser la diffusion d'idées et de techniques nouvelles. Pourquoi n'imprimerions-nous pas, par exemple, des dessins de Dali ou de Picasso sur les tissus ? »

L'ensemble des responsables économiques barcelonais appuie cette stratégie. Mais plus particulièrement un groupe d'hommes aux intérêts liés. Et parmi les plus influents : M. Ribera Rovira, qui est non seulement président de la Chambre de commerce, mais aussi animateur de huit sociétés dans l'industrie métallurgique et président de la Banque industrielle de Catalogne ; M. Domingo Valls y Taberner, président d'une puissante société textile et président du quotidien « Correo catalan » ; M. Pere Duran Farrell, président de la société Catalana de Gaz y Electricidad, administrateur de la Banque Urquijo, constructeur de la centrale atomique de Vandellos, animateur d'entreprises chimiques et métallurgiques ; M. Ramon Trias Fargas, président d'« Editorial Labor », directeur du service d'études de la Banque Urquijo, professeur à l'Université ; M. Enrique Maso, président d'une importante entreprise d'électronique ; M. Miguel Mateo Pla, animateur d'une société de constructions métalliques...

Un trait d'union. Un journaliste revenu à Barcelone en 1965, après un exil de vingt-cinq ans, vient d'écrire en catalan un livre au titre significatif : « Barcelona latitud Nova York, longitud Paris ». Après un itinéraire politique tumultueux, M. Jaume Miravilles, 65 ans, veut se consacrer désormais au combat européen. Il explique : « La Catalogne s'est toujours considérée comme un trait d'union. Le rapprochement avec le Roussillon en apporte une preuve nouvelle, cette fois tangible. » Il appelle M. Pierre Rosas

« l'ambassadeur du Roussillon en Catalogne ».

Un diplomate efficace : il est acquis d'ores et déjà que huit entreprises barcelonaises (textile, électronique, alimentation, auto-radios, robinetterie, bronze, publicité, etc.) vont s'implanter en Roussillon. Et une vingtaine d'autres ont pris la même décision mais attendent impatiemment le dernier feu vert administratif. « Si la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) nous aide, nous obtiendrons encore de meilleurs résultats », affirme M. Rosas, qui s'emploie d'autre part à réconcilier maraîchers roussillonnais et catalans dressés en janvier les uns contre les autres au cours d'une fratricide guerre des laitues.

Seuls, les syndicalistes des commissions ouvrières avouent ne pas s'être encore préoccupés des échanges Barcelone-Perpignan : « Nous avons des problèmes plus urgents à régler ici même. Et, d'abord, des libertés syndicales à conquérir. »

Mais que l'on interroge à Barcelone M. Francisco Vallverdu, écrivain marxiste condamné à une lourde peine d'amende pour avoir participé en décembre au rassemblement de l'abbaye de Montserrat ; à Perpignan, M. Pierre Terrats, secrétaire de l'Union départementale C.g.t., et le Dr André Roquère, président du Groupe roussillonnais d'études catalanes, tous reconnaissent : « Il n'y a aucune objection de principe au développement des échanges industriels entre les deux provinces. »

Au-delà des relations purement économiques, ils pressentent eux aussi que c'est tout l'avenir politique de la Catalogne qui, aujourd'hui, se joue. Et la détermination de cet avenir ne peut être laissée aux seuls hommes d'affaires.

JACQUES MOLENAT ■



M. José Riba Ortinez, l'homme du coton : « Favoriser la créativité catalane... »



M. Pere Pi Sunyer, de la Banque Urquijo : « Via Perpignan, le marché européen... »

- ¿UNA ORGANIZACION ECONOMICO POLITICA PROMUEVE UN PARTIDO POLITICO?
- ¿UN SERVICIO DE INFORMACION EUROPEO INTENTA JUGAR CON LA BUENA FE?
- ¿COMO NO HAN SOSPECHADO ALGUNOS LA JUGADA?
- ¿COMO QUEDA LA UNIDAD Y SOLIDARIDAD NACIONAL?

=====

-----○-----

CONVERSACIONES EN BARCELONA Y PERPIÑAN

A principios de año se celebraron en Barcelona, en la torre que tiene en Horta el Presidente de la Cámara de Comercio e Industria señor Ribera Rovira unas reuniones a las que asistieron al parecer y desde luego fueron invitados diversos personajes.

La prensa ha aireado los estudios que hace algún tiempo se realizan en una especie de seminarios que se celebran en S' Agaró, acerca de la economía catalana y sus relaciones comerciales y de otra clase con países del Mercado Común, y las posibilidades de integración en el Mercado Común que tiene la economía catalana: Uno de los asistentes y al parecer principal animador es el señor Trias Fargas, del Banco Urquijo.

También ha aireado la prensa últimamente las reuniones y estudios económicos entre representantes comerciales y industriales de Barcelona (Cámara de Comercio e Industria), y representantes económicos del sur de Francia.

Tarragona

Las reuniones de Perpiñan en enero-febrero fueron en realidad preparadas en la de Barcelona señalada antes, en las tales se trató de la integración concreta de la economía de las provincias catalanas de Barcelona y Gerona (dejando de momento las de Lérida y ~~Barcelona~~) con la provincia francesa del Rosellón; y de las relaciones económicas Cataluña-Rosellón con el Mercado Común.

Se vé que tales reuniones, que tienen su parte publicada en la prensa, la que se deduce de las informaciones publicadas, y lo que ni se publica ni se deduce: pero han permitido al Gobierno francés y al Mercado Común obtener información política y económica, sí que acaso no muy exacta.

Aparece muy claro que unos son los promotores bajocuerda de uno de los varios intentos perseguidos, otros los de otras intenciones, distintos los que han sido utilizados o que se han intentado utilizar; y alguien que se aprovecha de todo ello. Sin que la buena o mala fé sea igual en todos.

CONVOCADOS

D. ANDRES RIBERA ROVIRA, Presidente de la Cámara de Comercio e Industria de Barcelona, entidad poderosa por su influencia y el dinero que maneja directamente; y Presidente del Consejo Económico Sindical de Cataluña.

D. PEDRO DURAN FARRELL, uno de los más fuertes e influyente Presidente y directivo de empresas barcelonesas, electricas, químicas y metalúrgicas.

D. FABIAN ESAPE, Comisario Adjunto del Plan de Desarrollo; técnico del servicio del Opus.

D. JBGE PUJOL, Director de Banca Catalana.

D. MIGUEL CABRE LLISTOSELLA, Director de transportes municipales de Barcelona.

D. PABLO ROIG GIRALT, Vicepresidente de la Cámara, ex Teniente de Alcalde de Barcelona, Delegado en la "Zona de Aguas".

D. FEDERICO UDINA MARTORELL, Presidente del Banco de Crédito Local, ex subsecretario de Obras Públicas.

Varios Delegados de Servicio del Ayuntamiento de Barcelona, señores AUGER (del Opus, dueño de la revista "Mundo"); BUENO HENKEL (del Opus, del Banco Condal controlado por el Opus), y algún otro.

D. CARLOS FERRET SALAT, Delegado de asunto extranjeros de la Cámara de Comercio; dirigente también de la Banca Condal; destacado en la Cámara por indicaciones del siguiente que se dirá.

D. JOSE SANS ARRUFAT, Jefe de los Servicios informativos del Mercado común para España y países hispanoparlantes; ~~que se exiló a raíz de las Conversaciones o Conferencia de Munich, aunque luego ha estado repetidamente en Barcelona invitado por la Cámara de Comercio.~~

Un Consejero Nacional del Movimiento.

Un Procurador en Cortes de representación familiar.

Un director de diario del Movimiento.

Una importantísima autoridad barcelonesa.

LOS CUATRO PUNTOS DE UN INFORME AL MERCADO COMUN

Parece haber llegado al Mercado común un informe, en el que se señalan varios puntos, que a continuación indicamos:

I.- RELACIONES ECONOMICAS SEPARADAS DE CATALUÑA, CON EL M.C.

Dice, que se trata de desarrollar en Cataluña la política de regionalización europea del Mercado Común, tendente a desgajar las naciones para evitar la resistencia -patriótica ó nacionalista- contra la integración política europea. Y que la política del grupo -catalán- del que se informa, es capaz, y está el grupo ó partido capacitado, para entenderse con la Europa democrática y socialista, y especialmente con el Mercado Común; a diferencia del Estado Español, que no lo está. Que favorezca aún más esa regionalización la entente catalana con el Rosellón francés.

Nostros, hacemos observar que todo ello está también en la línea de la desespañolización, consentida hace tiempo; y que con ello se marcha a la muerte de la idea de España, y de momento a su descuido y olvido por las nuevas generaciones. Se rompe con ello ya la solidaridad y la unidad económica nacional (de conseguirse esos propósitos): larva de la que ha de brotar luego la mariposa de la unidad política española. Es el neoseparatismo.

II.- GRUPO ECONOMICO POLITICODIVORCIADO DEL ESTADO ESPAÑOL

Se señala que este grupo regional diferenciado, es plenamente representativo de todos los sectores políticos y económicos de Cataluña, y que por serlo -dice- se halla divorciado del Estado Español.!!!!

Componentes políticos de este equipo: Dice contarse con hombres, en ese grupo, provenientes de la Lliga Catalana, de la Esquerra, del Partido Socialista Unificado de Cataluña (comunistas de la ortodoxia rusa), del Opus Dei y del Movimiento. Y es especialmente en dos instituciones catalanas: el Omium Cultural y el Monasterio de Montserrat.

Observamos que el OMNIUM CULTURAL es una organización financiera protectora de actividades culturales y políticas, creda en París por exilados, y que allí contaba hace ya tiempo en un gran edificio de su propiedad, con ramificaciones en América. Establecida en Barcelona en tiempos del Gobernador canario Sr. Vega Guerra, perseguida con minucias administrativas cuando el Gobernador señor Ibañez Freire, y plenamente autorizada después. Se dedica al fomento de todas las actividades catalanas y sus peculiaridades exclusivas, bordeando siempre que

puede estar en la Ley; y su protección se ejerce en lo que se vé, desde el folio del libro, en el que ha obtenido el dominio del catalán en todas las librerías, como no lo hubiera señalado la misma Generalidad. Es la base del separatismo cultural.

El MONASTERIO DE MONTSERRAT cuyas actuales actividades su perar las del tiempo de Abad Escarré en cuanto a centro de edu cación de juventud, bajo capacidades religiosas, especialmente para las organizaciones parroquiales y religiosas.

Componentes económicos del grupo: Se dice comprender la Cámara de Comercio e Industria, el Fomento del Trabajo Nacional, Joven Cámara, Consejo Económico Sindical de Cataluña, Asociación de Jóvenes Abogados; e instituciones bancarias como el Ban co Urquijo, Banco Condal, Banco Atlántico (quizás ahora algo retraído en ese aspecto), Unión Industrial Bancaria, Banca Ca talana.

Señalan el poder de este grupo ó partido en ciernes, en el nombramiento de FABIAN ESTAPE, Comisario Adjunto del Plan de Desarrollo, y en el de RIBERA RIVIRA como Presidente del Consejo Sindical Económico catalán: los que se arribuyen a su presión.

III.- PARTIDO POLITICO EN CIERNES

Se habla de la formación de un gran partido democrático, ahora en embrión. Aunque nosotros observamos que ninguna de las personalidades que parecen estar en esto efectivamente, y desentados intentos que haga sin éxito, puede ser la base personal de ningún partido.

Si se trata de una asociación política legal...es, europeísta, coñida a Cataluña, amiga de la democracia o de usar de ella, del socialismo europeo, liberal, separada de la política del Estado Español; federativa en su estructura apropiada; con supresión de todo acento español; ni religiosa, ni puramente económica; de derechas en lo social, y de izquierda en lo político; capitalista reclamante. Es el partido de la diferenciación catalana, para integrarse en el Mercado Común, despegándose de lo que llaman Castilla; regionalista, y no español.

POSIBLE TRASCENDENCIA INMEDIATA

Se atribuye a estos y paralelos informes una trascendencia sobre algo ya currido. Se dice que en la mesa de negociaciones, entre el Sr. Ullastres por España y el Mercado Común, ha ocurrido ya que determinados informes sobre situación económica, y datos económicos, y políticos, del Sr. Ullastres, han sido desmentidos o contradichos por sus interlocutores internacionales basándose en datos propios que tenían ellos, y que esta ha causado ya pro blemas o perjuicios a la posición española. ¿.....?

131

Hôtel Simu
Place Rogier
Bruselas
26-III-71

Apreciado Irujo

No pude dar
con M. Lacouture ni en Le Monde,
donde telefoné varias veces, ni
en un número particular q. allí me
dieron.

Con el señor del Quai d'Orsay
tuve una larga entrevista. La crisis
entre los dos países después de la
explosión de la prensa francesa a
consecuencia de Burgos no se ha
superado todavía. Interesado por
los problemas vasco y catalan.
Coincide con nuestras preocupaciones

para el día que Franco desaparezca.

Proximamente él dejará este cargo actual, pero encargará a su sucesor que mantenga el contacto conmigo.

Muchas gracias por haberme dejado las cartas del Sr. Fontenla que le devuelvo adjuntas. Ya nos vamos acercando al texto del Pacto de Jazuzca.

Con mis mejores recuerdos
su buen amigo

Balístain Roca



135
PRESIDENCIA
5 LYNDWODE ROAD,
CAMBRIDGE.

Hôtel Royal Roussillon
66 PERPINYA
8-III-71

Sr. Don Manuel de Irujo
P A R I S

Mi apreciado amigo

Le incluyo algunos papeles y notas del CNC. Desearia llamar su atención sobre dos de ellos.

Uno es la declaración hecha después de la reunion de intelectuales catalanes en Montserrat, en la cual se pedia la constitución de un Estado Español de "democracia popular" el cual reconoceria la libertad de los ciudadanos (?) y el derecho de autodeterminación a los pueblos y regiones que integran el Estado Espanol. Esto se debe a los marxistas del PSUC y del PCE que quieren aprovechar todos los movimientos de oposicion Va un frente general español anti-franquista. para llevarlos

No es esto lo que interesa a los nacionalistas catalanes y por esto hemos publicado esta nota diciendo que no queremos Estado Español de ningún color, sí l'Estat Català.

Otro texto es un proyecto de Declaración que enviamos a nuestras Delegaciones de América para que gestionen la firma de intelectuales y personalidades ibero-americanas a esta Declaración. Como V. verá el plan es enviar la Declaración con las firmas a ONU, UNESCO, a los Ministros de Educación Nacional, Asuntos Exteriores de Madrid y a la Academia de la Lengua Española, además de la prensa, intelectuales, escritores españoles.

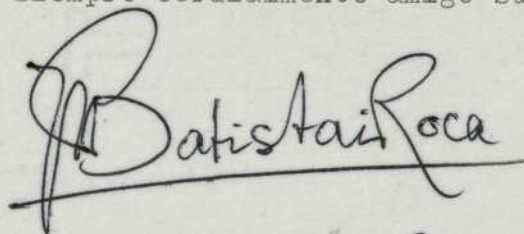
Hemos enviado este proyecto de Declaración a nuestras Delegaciones en México, Venezuela, Uruguay y Argentina y les pedimos que se pongan en relacion con los organismos vascos y gallegos nacionalistas en estas Repùblicas para gestionar la firma de las personalidades de cada pais. Le informo a V. y a sus compañeros del Gobierno de Euzkadi por si tienen a bien, como esperamos, recomendar a sus amigos en dichas Repùblicas que secunden estas gestiones para obtener firmas.

Tambien encontrará V. adjunto el texto en catalan de una apelacion a la Comision de Derechos del Hombre de la ONU (el texto oficial, naturalmente será en francés o inglés) que será firmada por catalanes. Este es el plan en principio, pero, puesto que la peticion nos interesa a todos nos sentiríamos muy honrados si vascos y gallegos desearan tambien poner su firma a la apelacion, o acompañarla con otro documento propio. Los tres documentos podrían enviarse separadamente, pero coincidiendo en la fecha de envio.

He prolongado mi estancia en Perpinyà para poder estar más tiempo en contacto con los amigos de Catalunya y para no encontrarme incomunicado en Inglaterra a causa de la huelga postal. Pero llega ya el final de esta temporada y pienso regresar dentro poco. Si no hay novedad que altere mis planes pienso estar en Paris el dia 22. Si a V. y al amigo Alvajar les viene bien yo pasaria por su oficina el martes 23 a las seis para tener el gusto de verles a VV. y cambiar impresiones.

Con mis mejores saludos para su Presidente, Sr. Leizaola,

es siempre cordialmente amigo suyo

A handwritten signature in dark ink, reading "Batistai Roca". The signature is written in a cursive style with a large initial "B" and "R".

En Paris estaré en el Hôtel Cambon, Rue Cambon.

DECLARACION

DE LOS

INTELECTUALES Y PERSONALIDADES LATINO-AMERICANAS

A FAVOR DE TODAS LAS LENGUAS HISPANICAS

136

A consecuencia de la Guerra Civil y de la emigración de España de intelectuales, profesores y escritores en 1939, de las persecuciones que posteriormente la intelectualidad ha sufrido, de 35 años de censura, de prohibición de libros, de supresión de prensa, de monótonas emisiones de radio y de TV bajo el control del Estado, y de infinidad de otras limitaciones contra la literatura y la cultura, en especial contra la libre crítica y la libertad de creación intelectual, hoy el eje de la literatura española se ha desplazado de España a las Repùblicas de la América Latina. Por razones de política interior, España con tres años de guerra civil estableció un régimen totalitario sostenido después gracias a 35 años de opresión militar y policial. Pero España ha debido pagar un elevado precio exterior : renunciar a su ilusión de crear un Imperio de la Hispanidad y abdicar de su ambición de dirigirlo.

En la actualidad ya no es España, és América la que produce las más altas creaciones en nuestra lengua en la poesía, la novela y el ensayo, y la que posee las más modernas editoriales. Este es un hecho reconocido en todos los centros culturales de América y de Europa y en los organismos internacionales.

Por consiguiente la representación y la dirección del mundo cultural hispánico también se ha desplazado a nuestro hemisferio, aunque haya gente en España que todavía no se han dado cuenta de ello, especialmente por que la propaganda del Gobierno procura ocultarlo al pueblo. Estas funciones directivas nos imponen mayores responsabilidades y deberes hacia nuestra lengua común a los escritores, a los intelectuales y a todos los que contribuyen a la orientación espiritual y nacional de las Repùblicas Latino-Americanas, hoy la parte esencial y creadora de nuestro mundo de lengua castellana.

En los momentos actuales recae en nosotros la responsabilidad de velar por el prestigio y la dignidad de nuestra lengua común. Siguiendo el antiguo lema de la Real Academia de la Lengua ~~española~~ Española de Madrid, "Limpia, fija y da esplendor", es nuestro ahora el deber de mantener limpia de toda mácula y de dar esplendor y prestigio a nuestra lengua hablada a uno ~~de~~ y otro lado del Atlántico y en las costas del Pacífico.

La lengua castellana por su difusión mundial, por su riquísima litera-

tura medieval, del Siglo de Oro y la moderna de España y de América posee una altísima calidad que atrae la admiración por todo el orbe. Los intelectuales, los escritores y los hombres que dirigen la vida nacional de nuestras Repúblicas tenemos la obligación de mantener en todo momento la suprema excelencia y el prestigio universal de nuestra lengua y sostenerla elevada, esplendorosa, limpia y libre de todo reproche y de toda crítica.

Todas las lenguas y culturas merecen respeto como creaciones del espíritu humano. Toda coacción sobre otros pueblos, que ya poseen su propia lengua y cultura, expulsando de la escuela esta lengua propia para obligar a los niños a aprender solamente una lengua ajena, obligando a los mayores a escribirla y a hablarla, aunque sea destrozándola, en actos públicos, es un atentado contra el espíritu humano. Si la lengua impuesta es nuestra lengua castellana constituye además un atentado contra el esplendor, la dignidad y el prestigio de nuestra lengua común. El número de personas que hablan, o a quien se obliga a hablar, una lengua no crea su grandeza. La majestad de la lengua castellana no necesita coacciones. Nuestra lengua, lengua de caballeros, es ultrajada haciéndola descender en manos de la policía al terreno de la violencia física para imponerla a personas cultas y honorables. Estos bajos procedimientos gubernativos o policiales, que no llegan ni a pseudo-jurídicos, mancillan el honor y la dignidad de nuestra noble lengua, y por esta razón nos desolidarizamos y protestamos de ellos y nos duele profundamente que haya autoridades españolas que los empleen de manera irresponsable y tan alejada de la tradicional caballerosidad del hidalgo castellano sin darse cuenta del daño que internacionalmente causan al prestigio de la lengua castellana. Esta lengua no es la propiedad absoluta y exclusiva de un grupo de españoles, que por gozar hoy de un poder ilimitado, imaginan que pueden hacer de ella lo que les plazca. Es la lengua de todos, españoles y americanos, y porque es la nuestra cumplimos con nuestro deber humano y patriótico saliendo a su defensa contra toda acción que pueda degradarla y quitarle esplendor.

Si el intento de genocidio cultural del régimen franquista contra Galicia, Euzkadi y los Países Catalanes (cuya población conjunta se aproxima a la mitad del total de la de España) hubiese llegado a triunfar, qué esplendor, qué gloria, qué laureles habrían sido añadidos a los que ya tiene nuestra lengua castellana? Más que enorgullecernos de este lamentable triunfo hubiéramos debido avergonzarnos de él, y por esta razón nosotros, americanos de lengua española, repudiamos todos estos intentos y queremos que gallegos, vascos y catalanes conozcan nuestra sincera y honrada actitud.

El caso del Profesor Carbonell ofrece un triste ejemplo de estos procedimientos de opresión. Por contestar en catalán, su propia lengua, el interrogatorio de la policía franquista, esta le tuvo en la cárcel cerca de un mes. Una refinada tortura psicológica afectó gravemente su salud, pero no dobló su voluntad: durante cuatro días y cuatro noches, sin dejarle dormir ni descansar, era llevado de su calabozo a los policías que le interrogaban para obligarle a hablar en castellano. Esto a pesar de que no existe ninguna ley española que le obligase a hacerlo y en la cual la policía pudiese apoyarse para defender su acción.

El Profesor Carbonell no manifestó ningún desprecio a ~~la~~ ^enuestra lengua castellana que respeta como hombre culto y universitario. Solamente ofreció una heroica resistencia pasiva frente a la violencia, a la imposición por la fuerza de una lengua que ~~no~~ es la suya, al mismo tiempo que dió testimonio de una ~~ejemplar~~ lealtad a su propia lengua catalana y al ^{de}recho y a la libertad de usarla él y su pueblo. Este noble erguirse del espíritu ante la fuerza merece la admiración y el reconocimiento de todos los hombres dignos de todos los países, admiración que nosotros los americanos de lengua castellana sentimos y que desgraciadamente no podemos hacer extensiva a las autoridades españolas responsables de este caso.

Catalanes, vascos y gallegos se establecieron en nuestra República y contribuyeron a formar nuestro pueblo al lado de los pobladores de estirpe castellana. Todos son aquí hombres libres y todos por un igual ^{merecen} nuestro respeto. Que en España sean tratados como pueblos vencidos y dominados y que sean perseguidas en sus propias tierras patrias la personalidad, la lengua y la cultura de gallegos, catalanes y vascos hasta el punto de lanzar este noble pueblo a la desesperación y a la revuelta, es algo que nosotros no comprendemos. Ni se nos alcanza como con estos procedimientos de violencia se podrá nunca unificar nacionalmente estos pueblos y crear en su corazón el orgullo de ser españoles y el amor a España. Dominar y destruir estas naciones sería destruir el conjunto hispánico y empobrecer sus valores universales.

Estas tensiones de ataque y de defensa, de esfuerzos para conservar la personalidad y el patrimonio lingüístico y cultural propio enfrente de la acción devastadora de un estado totalitario, renueva en nosotros nuestra ancestral veneración por nuestros antepasados que en el siglo XIX lucharon por la libertad de los pueblos de América contra las mismas fuerzas de opresión que en España continúan actuando en el siglo XX. Porque veneramos a nuestros libertadores, Bolívar, de origen vasco, San Martín, de origen castellano, y de otros políticos de origen gallego o catalán, como Batlle y Martí, expresamos nuestra admiración por todos los pueblos y todos los hombres que luchan por la libertad en la España de Hoy.

En defensa de nuestra lengua castellana, de su esplendor, de su dignidad y de sus altos valores espirituales, nosotros, en representación de la intelectualidad y la cultura de esta República y de nuestra elevada participación en la dirección de nuestro mundo espiritual hispano-americano de uno y otro lado de los mares apoyamos los derechos cívicos y políticos de todos los pueblos ~~a ser libremente~~ proclamados por las Naciones Unidas contra toda discriminación. Expresamos nuestra solidaridad con catalanes, vascos y gallegos en la defensa de su derecho a usar libremente ~~su~~ de su lengua y cultura, y a desenvolver su personalidad colectiva. Condenamos la política de discriminación y de genocidio cultural del régimen de General Franco contra estos pueblos, sus lenguas y sus culturas por considerarla inspirada en un estrecho nacionalismo castellano, y atentatoria al honor y al esplendor mundial de nuestra lengua común y a los principios universales de las Naciones Unidas.

Por lo tanto, conscientes de nuestra situación en la dirección del mundo

hispanico y en consecuencia de nuestras responsabilidades, expresamos solemnemente y de manera firme y clara esta actitud nuestra ante la Real Academia de la Lengua Española de Madrid, de los Ministros de Educación Nacional y de Asuntos Exteriores del Gobierno Español, así como también ante la UNESCO y la ONU. No nos cabe duda que estos organismos internacionales defenderán sus propios principios y Declaraciones para la protección de comunidades y de minorías étnicas, lingüísticas y culturales, y contribuirán a hacer comprender al Gobierno Español su obligación, general a todos los miembros de las Naciones Unidas, de respetar los derechos de los pueblos tal como han sido definidos por estos organismos internacionales, en especial en la Declaración Universal de los Derechos del Hombre, y los Convenios y Declaraciones de las Naciones Unidas sobre los Derechos Cívicos y Políticos, los Derechos Económicos y Sociales, la Eliminación de toda forma de Discriminación y sobre la Descolonización.

En la Ciudad de ade Marzo de 1971.

PERPINYA, 19 Gener 1971.

U THANT Secretari General

N Nacions Unides

NOVA YORK

El CONSELL NACIONAL CATALA posa en coneixement vostre el cas del Professor Jordi Carbonell de la Universitat de Barcelona detingut a la presó de Barcelona des del dia 3 de Gener sense procés per insistir a respondre en català, la seva propia llengua, l'interrogatori de la policia espanyola STOP, Preguem la vostra protecció d'acord amb l'article 27 de la Convenció sobre els Drets Cívics i Polítics.

BATISTA i ROCA

Président.

L'Article 26 de la dita Convenció fixa de manera general el principi de no-discriminació :

" Totes les persones són iguals davant de la llei i tenen dret sense discriminació a igual protecció de la llei. La Llei prohibira tota discriminació i garantirà a totes les persones protecció igual i efectiva contra qualsevol discriminació per motius de raça, color, sexe, idioma, religió, opinions polítiques o de qualsevol mena, origen nacional o social, posició econòmica, naixement o qualsevol altra condició social."

L'Article 27 prescciu més detalladament:

" En els Estats amb minories ètniques, religioses o lingüístiques, no es negarà a les persones que pertanyin a aquestes minories el dret que els correspongui, en comú amb els altres membres del seu grup, a tenir la seva pròpia vida cultural, a professar i practicar la seva propia religio i a emprar el seu propi idioma".

cultural, a usar la nostra llengua amb plena llibertat en totes les ocasions, i a no ésser víctimes de discriminacions, ni de violències, ni de la imposició per la força de cap altra llengua ni cultura alienes, per tal de poder preservar la nostra personalitat com a comunitat ètnica i cultural i poder així aportar directament la nostra contribució al progrés de la comunitat internacional.

EL CONSELL NACIONAL CATALA

en conclusió

invoca solemnement

la protecció de les Nacions Unides prop de l'Estat Espanyol per a que el Conveni sobre els Drets Cívics i Polítics i totes llurs altres decisions contra les discriminacions i protecció de minories així com l'esperit general de llur política en aquest camp, sigui aplicat als catalans igual com a les altres comunitats ètniques i lingüístiques que avui integren l'Estat Espanyol i per a que els drets culturals i lingüístics nostres i de totes elles siguin respectats per aquest Estat i les seves autoritats en els Països Catalans i en les altres dues comunitats basca i gallega.

EL CONSELL NACIONAL CATALA

invita els catalans de totes les classes socials i de totes les idees polítiques a subscriure aquesta declaració a favor del dret dels catalans al lliure ús i desenvolupament de la nostra llengua i cultura a l'ensem que la present apel·lació a la Protecció de les Nacions Unides.

Barcelona, 26 de Gener 1971.

J. M. Batista i Roca

President

J. Falcó

Vice-President, Londres

Jordi Vilanova

Vice-President, Londres

Lluís Ferrer

Vice-President, França

W. Dutrem

Vice-President, Mèxic

Lluís Esteve

Secretari per l'Interior

Antoni Lluc

Secretari pels Catalans de l'Exterior

Manuel Sòria

Secretari pels Afers Socials.

EL CONSELL NACIONAL CATALA

representant el Poble Català,

volent l'imperi de la Justícia i de la Llibertat així com el respecte als drets de la nostra Nació,

invocant la Declaració Universal dels Drets de l'Home, i els Convenis i Declaracions de les Nacions Unides sobre els Drets Cívics i Polítics, els Drets Econòmics i Socials, l'eliminació de tota forma de Discriminació, la Descolonització, i sobre el Dret de tots els Pobles a la Independència,

amb tota la fermesa de les nostres conviccions

eleva la present Declaració dels nostres Drets i Invocació de Protecció a les Nacions Unides.

EL CONSELL NACIONAL CATALA en especial

manifesta

1) la plena solidaritat dels catalans amb l'actitud i el sacrifici del Professor Jordi Carbonell, detingut a la presó de Barcelona per la policia espanyola en defensa del dret dels catalans a parlar la nostra pròpia llengua en totes les ocasions,

2) la nostra viva protesta contra la detenció i la tortura psicològica a que la policia espanyola ha sotmès el Professor Carbonell per a obligar-lo a parlar castellà,

3) el nostre respecte a totes les llengües, inclòs el castellà, l'esplendor del qual és envilit per aquests procediments policíacs, a l'ensens que la nostra absoluta oposició a totes les violències físiques i morals i a la imposició per la força que se'ns fa d'una llengua aliena pel damunt de la nostra llengua nacional,

4) la nostra condemna de la política de genocidi cultural contra la Nació Catalana seguida durant els darrers 32 anys pel Govern de l'Estat Espanyol sota el règim del General Franco, de la qual el cas del Professor Carbonell n'és ara símbol i resum,

cria l'atenció

sobre el fet que la legislació espanyola no conté cap precepte que obligui els catalans a parlar castellà ni en els interrogatoris de la policia ni en els procediments judicials civils o criminals, absència de precepte que converteix en infonamentada, arbitrària i contrària a l'esperit de la llei l'actuació de la policia espanyola volent obligar el Professor Carbonell a parlar castellà,

declara

el nostre total recolzament del Conveni Mundial sobre els Drets Cívics i Polítics de les Nacions Unides, de les quals l'Estat Espanyol és membre, en especial els seus Articles 26 i 27, principalment aquest darrer que prescriu que en els Estats amb minories ètniques, religioses o lingüístiques, no es negarà a les persones que hi pertanyin el dret que els correspon a tenir la seva pròpia vida cultural i a emprar el seu propi idioma.

EL CONSELL NACIONAL CATALA,

ferm amb el suport que li dona aquest Conveni i en particular els articles esmentats,

per consegüent

revindica

el dret del Poble Català, no inferior sinó igual al de tots els altres pobles, a tenir i a desenvolupar lliurement la nostra pròpia vida

PERPINYA, 19 Gener 1971.

U THANT Secretari General

N Nacions Unides

NOVA YORK

El CONSELL NACIONAL CATALA posa en coneixement vostre el cas del Professor Jordi Carbonell de la Universitat de Barcelona detingut a la presó de Barcelona des del dia 3 de Gener sense procés per insistir a respondre en català, la seva propia llengua, l'interrogatori de la policia espanyola STOP, Preguem la vostra protecció d'acord amb l'article 27 de la Convenció sobre els Drets Cívics i Polítics.

BATISTA i ROCA

Président.

L'Article 26 de la dita Convenció fixa de manera general el principi de no-discriminació :

" Totes les persones són iguals davant de la llei i tenen dret sense discriminació a igual protecció de la llei. La Llei prohibira tota discriminació i garantirà a totes les persones protecció igual i efectiva contra qualsevol discriminació per motius de raça, color, sexe, idioma, religió, opinions polítiques o de qualsevol mena, origen nacional o social, posició econòmica, naixement o qualsevol altra condició social."

L'Article 27 prescciu més detalladament:

" En els Estats amb minories ètniques, religioses o lingüístiques, no es negarà a les persones que pertanyin a aquestes minories el dret que els correspongui, en comú amb els altres membres del seu grup, a tenir la seva pròpia vida cultural, a professar i practicar la seva propia religio i a emprar el seu propi idioma".

EL CONSELL NACIONAL CATALA

representant el Poble Català,

volent l'imperi de la Justícia i de la Llibertat així com el respecte als drets de la nostra Nació,

invocant la Declaració Universal dels Drets de l'Home, i els Convenis i Declaracions de les Nacions Unides sobre els Drets Cívics i Polítics, els Drets Econòmics i Socials, l'eliminació de tota forma de Discriminació, la Descolonització, i sobre el Dret de tots els Pobles a la Independència,

amb tota la fermesa de les nostres conviccions

eleva la present Declaració dels nostres Drets i Invocació de Protecció a les Nacions Unides.

EL CONSELL NACIONAL CATALA en especial

manifesta

1) la plena solidaritat dels catalans amb l'actitud i el sacrifici del Professor Jordi Carbonell, detingut a la presó de Barcelona per la policia espanyola en defensa del dret dels catalans a parlar la nostra pròpia llengua en totes les ocasions,

2) la nostra viva protesta contra la detenció i la tortura psicològica a que la policia espanyola ha sotmès el Professor Carbonell per a obligar-lo a parlar castellà,

3) el nostre respecte a totes les llengües, inclòs el castellà, l'esplendor del qual és envilit per aquests procediments policíacs, a l'ensens que la nostra absoluta oposició a totes les violències físiques i morals i a la imposició per la força que se'ns fa d'una llengua aliena pel damunt de la nostra llengua nacional,

4) la nostra condemna de la política de genocidi cultural contra la Nació Catalana seguida durant els darrers 32 anys pel Govern de l'Estat Espanyol sota el règim del General Franco, de la qual el cas del Professor Carbonell n'és ara símbol i resum,

cria l'atenció

sobre el fet que la legislació espanyola no conté cap precepte que obligui els catalans a parlar castellà ni en els interrogatoris de la policia ni en els procediments judicials civils o criminals, absència de precepte que converteix en infonamentada, arbitrària i contrària a l'esperit de la llei l'actuació de la policia espanyola volent obligar el Professor Carbonell a parlar castellà,

declara

el nostre total recolzament del Conveni Mundial sobre els Drets Cívics i Polítics de les Nacions Unides, de les quals l'Estat Espanyol és membre, en especial els seus Articles 26 i 27, principalment aquest darrer que prescriu que en els Estats amb minories ètniques, religioses o lingüístiques, no es negarà a les persones que hi pertanyin el dret que els correspon a tenir la seva pròpia vida cultural i a emprar el seu propi idioma.

EL CONSELL NACIONAL CATALA,

ferm amb el suport que li dona aquest Conveni i en particular els articles esmentats,

per consegüent

revindica

el dret del Poble Català, no inferior sinó igual al de tots els altres pobles, a tenir i a desenvolupar lliurement la nostra pròpia vida

cultural, a usar la nostra llengua amb plena llibertat en totes les ocasions, i a no ésser víctimes de discriminacions, ni de violències, ni de la imposició per la força de cap altra llengua ni cultura alienes, per tal de poder preservar la nostra personalitat com a comunitat ètnica i cultural i poder així aportar directament la nostra contribució al progrés de la comunitat internacional.

EL CONSELL NACIONAL CATALA

en conclusió

invoca solemnement

la protecció de les Nacions Unides prop de l'Estat Espanyol per a que el Conveni sobre els Drets Cívics i Polítics i totes llurs altres decisions contra les discriminacions i protecció de minories així com l'esperit general de llur política en aquest camp, sigui aplicat als catalans igual com a les altres comunitats ètniques i lingüístiques que avui integren l'Estat Espanyol i per a que els drets culturals i lingüístics nostres i de totes elles siguin respectats per aquest Estat i les seves autoritats en els Països Catalans i en les altres dues comunitats basca i gallega.

EL CONSELL NACIONAL CATALA

invita els catalans de totes les classes socials i de totes les idees polítiques a subscriure aquesta declaració a favor del dret dels catalans al lliure ús i desenvolupament de la nostra llengua i cultura a l'ensem que la present apel·lació a la Protecció de les Nacions Unides.

Barcelona, 26 de Gener 1971.

J. M. Batista i Roca

President

J. Falcó

Vice-President, Londres

Jordi Vilanova

Vice-President, Londres

Lluís Ferrer

Vice-President, França

W. Dutrem

Vice-President, Mèxic

Lluís Esteve

Secretari per l'Interior

Antoni Lluc

Secretari pels Catalans de l'Exterior

Manuel Sòria

Secretari pels Afers Socials.



EL CONSELL NACIONAL CATALA A TOTS ELS CATALANS :

EL CONSELL NACIONAL CATALA

- 1) ha vist amb satisfacció, i felicita el nostre poble
 - per la seva protesta constant contra el Govern Espanyol de Franco,
 - per la seva solidaritat amb el País Basc, i
 - per la seva defensa de la llibertat i de la justíciales directives que el CONSELL NACIONAL CATALA ara i sempre ha donat als catalans.
- 2) crida el poble català en aquesta hora que pot ésser decisiva
 - a entrar en acció,
 - a utilitzar tots els mitjans i recursos a l'abast de cadascú, individualment o en col·lectivitat, per a intensificar el combat contra el Govern Espanyol de Franco,
 - a fer tots els esforços possibles per la Nació Catalana, la llibertat nacional i les llibertats democràtiques, socials i humanes del poble català - els principis propis del CONSELL NACIONAL CATALA constantment propugnats davant dels catalans,
- 3) Posa en guarda els catalans contra totes les maniobres que cal preveure d'agents provocadors contraris a la nostra causa per a desacreditar i desviar el nostre moviment català dels seus objectius fonamentals de llibertat nacional i democràcia,
- 4) i els senyala l'obligació d'estar tothora atents als mots d'ordre del CONSELL NACIONAL CATALA, la única institució nacional activa, per a continuar la lluita fins a l'enderrocament del franquisme i l'establiment de la República Catalana, nacional, social i democràtica.

C A T A L A N S !

Franco afusellà el President Companys que representava Catalunya i el seu poble. Ara vol afusellar sis lluitadors que representen el poble Basc.

El genocidi del poble català, com el del poble basc, és l'intent del centre per a destruir els pobles de la perifèria.

Els Bascos lluiten per la independència d'Euzkadi. Així lluiten també per les Terres Catalanes, per Galícia i les Illes Canàries. És la lluita comú de tots els pobles per alliberar-se de l'opressió. La independència catalana és el nostre deure.

C A T A L A N S !

Ha arribat l'hora. Ací teniu l'exemple basc. Cal llançar-se resoltament a la lluita i vèncer. Per la independència de la nostra Terra i la llibertat de la nostra gent !

C A T A L A N S !

Tot pel poble català. No res amb l'Estat Espanyol. Tot contra Franco.

Barcelona i Londres, 15 Desembre 1970.

CATALA : fes còpies d'aquesta nota.
fes-les circular.

EL CONSELL NACIONAL CATALA
A L'OPINIO INTERNACIONAL

El CONSELL NACIONAL CATALA crida l'atenció de l'opinió pública internacional respecte el consell de guerra que comença el dia 3 de Desembre a Burgos contra setze patriotes Bascos. Sis d'ells risquen la pena de mort sense la més petita protecció jurídica.

Fa trenta anys que el règim franquista executà el President de Catalunya Lluís Companys, no pas per les seves conviccions polítiques, sinó perquè representava, com a President, tots els catalans.

De la mateixa manera, Franco i el seu govern Opus Dei jutgen els Bascos no pas per llurs conviccions polítiques, sinó com a representants de la Nació Basca. Aquesta persecució ha llançat els Bascos a la desesperació, i d'ella, a la revolta.

Aquesta obstinada persecució vol la dominació de les diverses nacions perifèriques de la Península Ibèrica per una minoria totalitària.

Aquest consell de guerra té lloc precisament quan la propaganda franquista intenta de fer creure al món internacional en una liberalització del règim Franco-Opus Dei. Però, sortosament, hom sap prou que la política de sempre del govern espanyol, ha estat un constant escarni dels principis de l'ONU, UNESCO, Consell d'Europa, etc.

El CONSELL NACIONAL CATALA reafirma la seva constant solidaritat amb els Bascos en la nostra lluita comú per la llibertat, així com la nostra solidaritat amb els pobles de Galícia i de les Illes Canàries.

No ens aturarem en la nostra lluita tant com no haurem obtingut les nostres llibertats nacionals.

El CONSELL NACIONAL CATALA declara que cap nou règim a la Península Ibèrica no podrà comptar amb el suport dels nostres pobles sense que, prèviament, ens siguin reconeguts els nostres drets a l'autodeterminació, i l'igualtat de drets a totes les nacionalitats ibèriques.

Barcelona i Londres. 16 Novembre 1970.

M I S S A T G E D E R E G R A C I A M E N T

D' E. T. A.

A L C O N S E L L N A C I O N A L C A T A L A

(6 Desembre 1970)

E. T. A.

Euzkadi Ta Askatasuna

MS/32/70.

L'opressió nacional que sofreix tant el nostre poble com el poble català, ens posa en el mateix pla per a escoltar-nos i ajudar-nos mútuament.

El poble català amb el seu comportament ens ha demostrat haver estat sempre al nostre costat disposat a ajudar-nos. En aquests dies 16 Bascos necessiten ajuda i ací estan els catalans disposats a recolzar-nos en tot el que ells puguin.

Per això nosaltres, tots els Bascos, donem les nostres gràcies més fervents al poble català que també hi està compromés.

I els dos pobles marxaran units, conjuntament, per arribar al DIA DE LA LLIBERTAT.

E. T. A.

EUZKADI TA ASKATASUNA.

A la III Junta Nacional del
CONSELL NACIONAL CATALA.



Barcelona

Londres
68 Crest Rd, N.W.2

SING

Servei d'Informació Nacional Català

N O T E
du

SECRETARIAT DES RELATIONS INTERNATIONALES
du

CONSEIL NATIONAL CATALAN

Le CONSEIL NATIONAL CATALAN désire attirer l'attention sur les manifestations xénophobes et nationalistes castillanes à Burgos et à Madrid contre les Basques et les Catalans, contre la radio, la télévision et la presse française, italienne et étrangère en général, et contre les imaginaires "eternels ennemis de l'Espagne".

Il faut particulièrement remarquer les attaques dont a été l'objet l'Ambassade de France dans la capitale de l'Etat Espagnol suivies de la démarche effectuée par le gouvernement du Général Franco auprès du Gouvernement Français pour lui faire part de son déplaisir devant "l'incompréhension" et l'hostilité ouvertes de la presse et de la télévision française à l'occasion du procès de Burgos.

Le CONSEIL NATIONAL CATALAN exprime son accord avec les opinions objectives manifestées par la presse et la radio française et par la presse européenne en général, en vertu de leur liberté d'expression inexistente en Espagne. Ces opinions ne constituent pas une campagne anti-espagnole, comme le Gouvernement de Madrid le prétend, car elles ne s'adressent pas aux nations hispaniques, mais au régime qui se trouve séparé d'elles et qui leur est hostile. La domination militaire de la Nation Catalane ne donne au régime du Général Franco aucun titre juridique qui lui permette de s'y identifier.

Quant aux réactions actuelles contre la presse, la radio et la télévision françaises, ainsi que le boycottage contre des navires français dans les ports espagnols, il faut rappeler que le régime Franco fût imposé grâce à l'intervention militaire de Hitler et de Mussolini destinée à menacer la France dans sa frontière pyrénéenne et couper ses communications avec l'Afrique du Nord dans la préparation stratégique de la Deuxième Guerre Mondiale.

Le CONSEIL NATIONAL CATALAN réaffirme aujourd'hui l'opposition des Catalans de la même manière que celle des Basques, contre ce régime imposé et soutenu par des intérêts étrangers, ainsi que la volonté de ces mêmes Catalans, peuple européen et méditerranéen, de maintenir sa personnalité nationale, la démocratie et ses traditions d'amitié avec la France, l'Italie et les autres nations d'Europe, ainsi que, surtout, sa volonté de s'intégrer à la communauté européenne.

Barcelone, 23 Décembre 1970.

EL CONSELL NACIONAL CATALA

expressa la seva més entusiasta i plena adhesió

a la Declaració de Montserrat dels 320 intel·lectuals catalans,
i,

afirma especialment

el total i fraternal suport del poble català al poble basc i a
les seves reivindicacions nacionals que són també les nostres,

Anant encara més enllà,

tenint present que l'alliberament nacional és l'objectiu suprem
del poble català, i

projectant vers el futur les actuacions dels Presidents de Ca-
talunya MACIA i COMPANYS,

precisa que

no desitgem la persistència de cap mena d'Estat Espanyol que
hagi de garantir el dret d'autodeterminació dels pobles i nacions
que el formen, puix que l'existència de qualsevol Estat Espanyol
ja limita, a priori, l'autodeterminació de les Nacions Catalana,
Basca i Gallega. El dret a l'autodeterminació és un dret inhe-
rent a tota nació i no necessita cap Estat que el garanteixi.

Volem, doncs,

- 1) l'Estat Català democràtic dels Països Catalans, solidàriament
amb els patriotes bascos d'E.T.A. que lluiten per l'Estat Basc,
els gallecs que volen l'Estat Gallego, els canaris que volen la
independència de les Canàries i els espanyols que mai no han
deixat de tenir llur Estat,
- 2) la integració de l'Estat Català a Europa,
- 3) una Comunitat de totes les nacions ibèriques on aquestes es
trobin amb plena sobirania i drets iguals en estats indepen-
dents i interdependents en els afers d'interès comú, i
- 4) que sigui dins l'Estat Català on siguin reconeguts i garantits
els drets i llibertats socials i democràtiques al nostre poble.

Barcelona, 15 Desembre 1970.



Barcelona

Londres
68 Crest Rd, N.W.2

SING

Servei d'Informació Nacional Català

T E X T E

DEL MISSATGE ADREÇAT PEL

C O N S E L L N A C I O N A L C A T A L À

ALS 320 INTEL.LECTUALS CATALANS REÛNITS A
MONTSERRAT ELS DIES 12 i 13 DESEMBRE 1970

" El CONSELL NACIONAL CATALÀ representant catalans de totes les nostres Terres, de França, Anglaterra, Suïssa, Alemanya, Amèriques, està amb vosaltres. Tots plegats són a l'avantguarda del nostre poble, recordant l'afusellament del President Companys, cridant tots els catalans a solidaritzar-se amb els patriotes bascos i a mostrar que l'alliberament nacional és a primer terme, encoratja intel.lectuals i tots els catalans a prosseguir alçament per Catalunya, la Democràcia i la Llibertat. Amb el CONSELL NACIONAL CATALÀ, endavant !

BATISTA i ROCA

DEL MISSATGE ADREÇAT PEL
President.

C O N S E L L N A C I O N A L C A T A L À

ALS 320 INTEL.LECTUALS CATALANS REÛNITS A
MONTSERRAT ELS DIES 12 i 13 DESEMBRE 1970

" El CONSELL NACIONAL CATALÀ representant catal-



Barcelona

Londres
68 Crest Rd, N.W.2

SING

Servei d'Informació Nacional Català

SANCIONS CONTRA ELS ASSISTENTS A L'ASSEMBLEA DE MONTSERRAT.

En les gestions per a dissoldre l'Assemblea de Montserrat dels dies 12, 13 i 14 de Desembre 1970 i fer que els seus assistents sortissin del Monestir, el Ministre de la Governació espanyol prometé al Pare Abat que no serien preses sancions contra les 300 persones que hi prengueren part.

Efectivament, la Guardia Civil prengué lliurs noms a mesura que anaven sortint i després la policia els anà convocant. A quasi tots el passaport els ha estat retirat. Als cantaires els ha estat privat de cantar en llocs públics durant un llarg nombre de mesos.

Sobretot, fortes penyes han estat imposades per l'autoritat gubernativa als assistents, les quals varien segons la situació particular de cadascú. El total de les penyes puja a la xifra de 5.000.000 de pessetes (400.000 Francs o 31.00 Lliures). A les persones que no han pogut o no han volgut pagar les penyes, lliurs salaris, mobles o instruments de treball els han estat embargats. Així, un eminent crític d'art ha vist tots els seus mobles embargats i ni tan sols una cadira li ha restat al pis.

El 30 de Gener el Professor Carbonell va ésser posat en llibertat provisional, sempre, però, menaçat de noves persecucions i vexacions de la part de la policia espanyola.

EL CAS DEL PROFESSOR JORDI CARBONELL.

El Professor Jordi Carbonell assistí a l'Assemblea dels 300 intel·lectuals Catalans a Montserrat els dies 12, 13 i 14 de Desembre 1970.

Posteriorment hagué d'anar a Londres per afers professionals. Al retornar a Barcelona la policia espanyola el detingué el dia 2 de Gener.

El Professor Jordi Carbonell, 43 anys, casat i pare de família, havia estat lector de català a la Universitat de Liverpool (Anglaterra). Actualment és professor a la Facultat de Lletres de la Universitat Autònoma de Barcelona. Apart d'ésser un escriptor català de relleu, és el director general de la Gran Enciclopèdia Catalana en 10 volums, actualment en curs de publicació a Barcelona.

El Professor Jordi Carbonell, detingut, fou portat als calabòs de la Direcció de la Policia espanyola a Barcelona.

A l'ésser interrogat per la policia en llengua espanyola, contestà en llengua catalana. Tots els esforços fets per la policia per tal de fer-lo parlar en espanyol toparen amb la seva ferma voluntat d'expressar-se en català com un dret propi dels pobles catalans a expressar-se en la seva pròpia llengua.

Els espanyols usaren de tots els procediments per a doblegar-lo a no usar de la seva llengua. Així, el Professor Villar Palasi, Rector de

la Universitat Autònoma de Barcelona i germà del Ministre d'Instrucció Pública del govern franquista que la gent sospita d'ésser membre de l'opus Dei, el visità per tal de dissuadir-lo de que continués parlant català i convence'l de que li estalviaria dificultats l'acceptar de parlar en la llengua de les forces militars que ocupen Catalunya.

Tots aquests i altres intents fallaren al topar amb la ferma resistència del Professor Carbonell reafirmant el seu dret a parlar la llengua dels catalans. La seva resposta fou: "Si lluitem per a que el Català sigui reconegut com a llengua de cultura a l'alt nivell de la Universitat i a l'Escola, encara més hem de lluitar per a que ho sigui en el terreny inferior de la policia."

Altres Professors de la Facultat de Lletres de l'esmentada Universitat, entre ells el Professor Martí de Riquer, manifestaren la seva solidaritat amb el Professor Carbonell.

La policia espanyola, veient-se impotent a fer canviar l'actitud del Professor Carbonell, adoptà procediments de tortura psicològica. Durant quatre dies i quatre nits la policia l'obligà a sortir cada dues hores del seu calabòç per a fer-li un interrogatori en espanyol. D'aquesta manera el Professor Carbonell fou privat de dormir i de reposar-se durant aquest període. Però la seva voluntat de defensar el dret dels catalans a expressar-se en català va restar inflexible.

Finalment el dia 16 de Gener fou passat dels calabòços de la Direcció de la policia a una cel.la de càstig de la Presó de Barcelona. Agreujant encara més la seva situació, el dia 22 fou portat a la sala de psiquiatria de l'infirmeria de la Presó. Aquesta fou una concessió obtinguda pel metge director de l'infirmeria, puix que la policia volia portarlo a una de les cel.les especials per a la reclusió de bojos.

Remarquem novament de manera especial que l'actitud del Professor Carbonell no és en realitat cap refús de parlar la llengua espanyola, ni cap atac contra ella, sinó l'afirmació del dret dels catalans de parlar llur pròpia llengua i rebutjar la imposició per la força de qualsevol altre idioma.

Des del punt de vista jurídic cal tenir present dos punts :

1er. - Que en les Lleis de Procediments judicials Civils i Criminals de l'Estat espanyol, no hi ha cap article que obligui acusats o testimonis a parlar en llengua espanyola, cosa que implícitament reconeix el dret a usar una altra llengua. La Llei preveu (Art.657) que en aquest cas les autoritats judicials podran valdre's d'un intèrpret. La policia espanyola, no obstant, no ha volgut fer ús d'aquesta autorització.

2on. - El Conveni sobre els Drets Cívics i Polítics aprovat per les Nacions Unides prescriu en el seu Article 26 que les lleis dels Estats han de prohibir tota discriminació i han de garantir igual protecció contra les discriminacions a tots els ciutadans basades en notius de raça, llengua o origen nacional. L'Article 27 prescriu, més precisament, que en els Estats on existeixen minories ètniques, religioses o lingüístiques, no es negarà a les persones que pertanyen a aquestes minories el dret que tenen, amb els altres membres de llur grup, a gaudir de llur pròpia vida cultural, a professar i practicar llur pròpia religió i a emprar llur propi idioma.

La persecució a que ha estat sotmès el Professor Jordi Carbonell ha causat als Països Catalans una viva reacció. Tractant-se d'una defensa del dret humà reconegut per la O.N.U. de que cada home té dret a parlar la llengua del seu poble, l'actitud del Professor Carbonell té avui un abast internacional més enllà dels límits de les Terres Catalanes.

N O T A . - La llengua catalana és una llengua romànica, una de les quatre parlades dintre de l'Estat espanyol. Té una rica literatura medieval i moderna. Els habitants de les Terres Catalanes passen avui dels 9 milions i mig d'habitants. Els catalans, junt amb els bascos i els gallecs, representen un 45 % dels habitants de l'Estat espanyol.



Barcelona

Londres
68 Crest Rd, N.W.2

SING

Servei d'Informació Nacional Català

TEXTE du Message adressé par le CONSEIL NATIONAL CATALAN
aux 300 intellectuels catalans réunis à Montserrat le 12
et 13 Décembre 1970 :

" Le Conseil National Catalan au nom et en représentation de tous nos Pays à la Péninsule Ibérique, en France, Angleterre, Suisse, Allemagne et les Amériques, est avec vous. Nous nous trouvons, tous ensemble, à l'avantgarde de la lutte de notre peuple. En nous rappelant de l'exécution de notre Président Companys par les forces totalitaires, nous adressons un vibrant appel à tous les catalans à se solidariser avec les patriotes basques. Notre libération nationale est le premier de nos devoirs. Le Conseil National Catalan encourage nos intellectuels et tous les catalans à persévérer dans notre lutte nationale. Pour la Catalogne, la Démocratie et la Liberté. Avec le Conseil National Catalan, en avant !

BATISTA i ROCA

Président du
Conseil National Catalan.